

Alfred Ngaffi Nguepi

UNE NOUVELLE ÉCONOMIE (2.0) POUR SAUVER LE CAMEROUN



L'Harmattan

Une nouvelle économie (2.0)
pour sauver le Cameroun !

Études africaines
Collection dirigée par Denis Pryn

Dernières parutions

- Célestin M'PEYA, *L'alibi colonial se consume*, 2014.
- Boureïma N. OUÉDRAOGO, *Droit, démocratie et développement en Afrique*, 2014.
- Angèle Christine ONDO, *Mvett Ekang : forme et sens*, 2014.
- Didier AMELA, *Place et problématique de la nouvelle en Afrique noire francophone*, 2014.
- Clotaire MESSI ME NANG, *Les chantiers forestiers au Gabon. Une histoire sociale des ouvriers africains*, 2014.
- Bruno KOFFI EHUI, *Qu'est-ce qu'une O.N.G ?*, 2014.
- Roger Mawuto AFAN, *Éléments de psychologie politique africaine, Rite initiatique et socialisation politique*, 2014.
- Romarc Franck QUENTIN DE MONGARYAS (dir.), *L'école gabonaise en débat*, 2014.
- Patrice MOUNDZA, *Le chemin de fer Congo Océan et le département de la Bouenza*, 2014.
- Yassine KERVELLA-MANSARE, *Pulaaku, Le code d'honneur chez les Peuls*, 2014.
- Hamadou ADAMA (dir.), *De l'Adamawa à l'Adamaoua, Histoire, enjeux et perspectives*, 2014.
- Mahamadé SAVADOGO, *Philosophie de l'action collective*, 2013.
- Abou KANATE, *Radiographie du droit foncier en Côte d'Ivoire*, 2013.
- Abou KANATE, *Le droit de la promotion immobilière en Côte d'Ivoire*, 2013.
- François LAGARDE, *Mémorialistes et témoins rwandais*, 2013.
- Gilchrist Anicet NZENGUET IGUEMBA (dir.), *Hommages à Pierre N'Dombi – Université Omar Bongo (Libreville)*, 2013.
- Nathalie CASANOVAS, *Une destination pour un autre tourisme pour l'Afrique de l'Ouest*, 2013.
- Georgin MBENG NDEMOZOGO, *La protection animale au Gabon*, 2013.
- Djibril MAMA DEBOUROU, *BiŊ GĔra, entre mythe et réalité : le sens de son combat pour la liberté (1915-1917), La guerre coloniale au Nord du Dahomey*, 2013.
- Mahamadou DANDA, *Niger, une décentralisation importée. Une comparaison avec la France*, 2013.
- Miki KASONGO, *Repenser l'école en Afrique entre tradition et modernité*, 2013.

Alfred Ngaffi Nguepi

UNE NOUVELLE ÉCONOMIE (2.0)
POUR SAUVER LE CAMEROUN

L'Harmattan

© L'Harmattan, 2014
5-7, rue de l'École-Polytechnique, 75005 Paris

<http://www.harmattan.fr>
diffusion.harmattan@wanadoo.fr
harmattan1@wanadoo.fr

ISBN : 978-2-343-01883-6
EAN : 9782343018836

Je dédie cet ouvrage à mon père Jean-Baptiste qui servit le Cameroun de bien des façons et surtout en qualité d'officiel contribuant à la réforme foncière et à l'urbanisation harmonieuse de cette jeune nation en construction, quelques années seulement après les Indépendances ; il fut mon miroir d'apprêt, c'est-à-dire celui contre qui et pour qui j'ai construit ma personnalité, comme dans la lutte de Jacob.

Sommaire

Liste des tableaux et schémas.....	11
Prologue	13
Introduction	21
La situation politique	27
La situation économique	51
<i>Le problème de l'agriculture face à une croissance temporaire des revenus du pétrole et des industries extractives</i>	70
<i>Les méthodes d'exploitation, la mécanisation, l'accès au capital</i>	77
<i>L'innovation dans les agro-industries</i>	84
<i>L'infrastructure</i>	85
<i>La monnaie</i>	96
La situation sociologique, sociétale et sociale	105
<i>Développement urbain/rural</i>	116
<i>La santé</i>	124
<i>De l'intérêt de la mutualisation des dépenses</i>	129
<i>L'éducation</i>	130
<i>Les objectifs du millénaire</i>	137
OMD 1 : éradication l'extrême pauvreté et la faim.....	141
OMD 2 : universalité de l'éducation de base.....	142
OMD 3 : émancipation des femmes.....	142
OMD 4: réduction de la mortalité infantile.....	143
OMD 5: réduction de la mortalité maternelle.....	143
OMD 6: réduction de la prévalence du VIH/SIDA, du paludisme et des principales maladies.....	143
OMD 7: protection de l'environnement.....	144
OMD 8: partenariats économiques mondiaux.....	145

Projets d’Ajustements Stratégiques	147
<i>Dominer un segment du marché mondial par la spécialisation de l’agriculture</i>	147
<i>Mettre la finance et l’économie au cœur du projet de développement</i>	155
<i>Libérer la productivité par l’efficience</i>	165
<i>Mettre en place un dispositif fiscal orienté vers le développement d’infrastructures indispensables à la croissance</i>	183
<i>Adapter le dispositif législatif pour orienter et dynamiser la communauté de l’industrie, du commerce et des services</i>	190
<i>Définir une stratégie d’urbanisation plus équilibrée</i>	201
<i>Réconcilier l’économie formelle et informelle</i>	206
<i>Eradiquer la corruption</i>	212
<i>Rationaliser la contribution de la diaspora</i>	227
<i>Promouvoir l’émergence sur la scène mondiale d’un ensemble économique et politique africain</i>	230
<i>Assurer l’accès universel à l’eau potable et l’électricité</i>	237
Conclusion	243
Bibliographie	249

Liste des tableaux et schémas

Figure 1 : <i>Cycle du commerce international du cacao</i>	18
Graphique 1 : <i>Comparatif du Cameroun occidental et oriental</i>	60
Graphique 2 : <i>évolution des dépenses publiques</i>	63
Graphique 3 : <i>Distribution mondiale des matières premières</i>	71
Tableau 1 : <i>Incidence et contribution à la pauvreté par groupe socio-économique en zone rurale en 1996 (en %)</i>	75
Tableau 2 : <i>Prévisions et réalisations de crédit du FONADER entre 1979/80 et 1983/84 (en millions de FCFA)</i>	83
Tableau 3 : <i>Evolution des impayés entre 1983 et 1985 à l'agence FONADER de l'OUEST (FCFA)</i>	84
Figure 2 : <i>Cercle Vicieux du Sous-Développement</i>	86
Tableau 4 : <i>Perspectives d'évolution des parts de marché du rail (pdm rail) pour le fret de marchandises sur l'axe central, en milliers de tonnes</i>	91
Tableau 5 : <i>Ventilation des infractions</i>	114
Graphique 4 : <i>Distribution de la population urbaine</i>	121
Graphique 5 : <i>Distribution de la population rurale</i>	122
Graphique 6 : <i>Distribution comparée des populations rurale et urbaine</i>	123
Figure 3: <i>Distribution des centres de soins médicaux</i>	129
Figure 4: <i>Distribution du ratio d'enseignant par élève</i>	135
Graphique 7 : <i>Commerce extérieur avec les Etats-Unis(AGOA)</i>	145
Tableau 6 : <i>Répartition du marché mondial dans le cadre de l'actuelle division internationale du travail</i>	149
Tableau 7 : <i>Import Substitution Industrialisation</i>	151

Graphique 8 : <i>Evolution de la structure du PIB agricole en Afrique de l'Ouest suivant la destination de différentes cultures</i>	154
Graphique 9: <i>Courbe du patrimoine des nations</i>	165
Graphique 10 : <i>Ventilation de l'origine des recettes publiques</i>	185
Graphique 11 : <i>Distribution des sociétés publiques</i>	191
Graphique 12 : <i>Distribution des établissements publics</i>	192
Graphique 13 : <i>Taille des villes</i>	204
Graphique 14 : <i>Comparatif de l'exploitation des ressources hydrauliques</i>	242

Prologue

Mon Cameroun !

Je suis issu de la classe moyenne camerounaise, ai une expérience en Occident et mon modèle de société idéale c'est un Cameroun où la majorité des familles accéderont au niveau de vie de mes parents qui, après un parcours académique impeccable en France pour mon père et au pays pour ma mère, ont su, dans un Cameroun pauvre mais juste, car fraîchement souverain et donc en manque de citoyens qualifiés, profiter des nombreuses opportunités qui leur ont été proposées, en leur seule qualité de citoyen, pour créer et conserver un patrimoine familial ainsi que pour prendre soin de leurs familles au sens large !

Sans les opportunités il n'y aurait pas eu de patrimoine, mais sans l'effort, sans le génie, le résultat n'aurait pas été le même.

C'est donc la parfaite adéquation entre opportunité et effort (qui sous-entend le talent), autrement dit la capitalisation efficace de l'opportunité qui détermine le résultat : le patrimoine !

La différence fondamentale entre le Cameroun de mes parents et l'actuel, c'est la perversion des valeurs, c'est l'absence d'opportunités pour ceux qui réussissent (winners !) et l'inflation d'opportunités pour ceux qui échouent (losers !) ; c'est donc la décadence mais celle-ci arrive alors que le Cameroun n'a jamais connu la prospérité ! Or, dans un cercle vertueux la décadence suit la prospérité !

La présente situation dans notre pays est due notamment à l'absence totale de direction et de stratégie cohérente. L'action gouvernementale c'est en réalité toujours de la réaction et le système politique mis en place au lendemain des Indépendances constituait une régression fondamentale dans le modèle de gouvernance qui ramena progressivement le Cameroun à son statut précolonial de juxtaposition

d'ethnies, voire de tribus cadenassées par une constitution, seul héritage effectif de la période coloniale en matière d'administration.

En effet, si le Cameroun postcolonial avait su s'approprier le génie des colons notamment en termes de création de richesses, le pays aurait prospéré et non régressé, mais avec le départ de ces derniers, et comme si souvent en Afrique, ce sont le pillage et la destruction de cet héritage qui se sont produits, à l'instar d'un oléoduc perforé de toutes parts dont chaque villageois des alentours, plutôt que d'essayer d'en colmater les brèches, s'approche seau oualebasse à la main pour puiser du produit dont il ne sait souvent pas l'utilité et qui finit par s'enflammer sous l'effet de la chaleur créant une catastrophe humanitaire.

La pauvreté en est la cause ! me direz-vous, tandis que moi j'affirme que c'est la mal-gouvernance qui est ici incriminée !

Pourquoi avoir renvoyé le pays à son modèle de gestion ancestral alors que la colonisation s'était attelée à le déconstruire avec le succès que personne ne conteste ?

Ce qui était en question au moment des Indépendances n'était pas la création de richesses, le développement des infrastructures, l'eau courante ou l'électricité (et le cinéma !), mais plutôt la question de l'intégration des autochtones qui souhaitaient davantage participer à tous ces progrès incontestables !

Alors la question demeure de savoir pourquoi avoir déconstruit le modèle étatique des colonies au profit du modèle ethnique précolonial au péril de la nation ? La réponse c'est l'incompétence de nos gouvernants à diriger le pays dans le sillage des colons et ce malgré le parrainage de ces derniers.

Car une meilleure appréhension du mode de gouvernance de ces derniers aurait permis de relever les défis auxquels nous faisons face aux lendemains des Indépendances.

Le paradigme de la juxtaposition de la structure gouvernementale étatique et de la structure administrative traditionnelle est illustratif des carences du pouvoir central qui de fait n'existe pas au Cameroun.

Or, l'ingéniosité des colons aura été de déconstruire subtilement ce pouvoir traditionnel pour le remplacer progressivement par un nouvel ordre économique et politique, à savoir l'Etat du Kamerun.

L'exécution par les Allemands de Douala Manga Bell, prince de la côte et petit-fils du signataire du traité de protectorat de 1884, témoigne de l'instauration de ce nouvel ordre qui sera progressivement confirmé par l'émergence d'une nouvelle classe sociale constituée de fils de paysans ordinaires qui accédèrent à l'éducation et contribuèrent à l'administration allemande d'abord puis française et/ou anglaise ensuite, par renversement des hiérarchies ancestrales.

Tel est en effet le prix d'un ordre nouveau, de la modernité, le changement passe par la destruction des modèles anciens qui ont montré leurs limites !

Forte de cette évidence, la structure administrative idéale aurait dû depuis les Indépendances, réduire progressivement le poids de l'administration traditionnelle et ancestrale au profit d'un Etat central fort et libre de tous liens étrangers à ses objectifs. Or, encore aujourd'hui, chacun sait l'importance des clans, tribus et autres ethnies dans le jeu politique national et par conséquent dans l'administration du pays.

Les auxiliaires d'administration, qui virtuellement s'interposent entre l'Etat et les citoyens, représentent un archaïsme et une incongruité quant à l'avènement de la nation, ou simplement à la bonne gouvernance, dont ces premiers ne sont pas familiers.

La conséquence de cette juxtaposition inappropriée, de l'aveu même du gouvernement en ces termes : « le droit positif est venu se superposer au droit traditionnel¹ », c'est l'absence de stratégie au niveau national puisque le véritable pouvoir repose dans les mains des chefs tribaux, le pouvoir central jouant simplement un rôle d'intermédiaire, ayant charge de synthèse et devant assurer les compromis entre ces derniers.

¹ In *Cameroun Vision 2035* (Version 2009) p.52 : de la Division de la Prospective et de la Planification Stratégique du Ministère de l'Economie, de la planification et de l'aménagement du territoire.

Là réside l'inefficience fondamentale de l'Etat camerounais qui de facto n'est pas propriétaire des ressources naturelles et humaines de la nation, mais en est simplement l'intendant prudent et parfois indélicat, à l'instar du chef de l'Etat qui incarne ce modèle. Ce qui n'est en outre pas sans rappeler le mode traditionnel de gouvernance dans la région dont il est issu.

D'ailleurs, les officiels de l'Etat sont souvent pratiquement tous titulaires de titres traditionnels qui en font des chefs tribaux pour ainsi paradoxalement légitimer leur pouvoir administratif républicain ; ce qui démontre à suffisance le caractère tribalisé de l'Etat et l'insuffisance de la nation qui demeure une notion abstraite et non une réalité concrète. Ainsi, l'accession aux Indépendances a marqué le retour sur la scène publique de certaines chefferies, qui représentent en réalité les éléments constitutifs de la gouvernance du pays, condamnant de la sorte l'Etat à l'immobilisme résultant du conflit entre des modèles antagonistes de gouvernance (pouvoir héréditaire de droit divin d'une part contre le pouvoir issu du suffrage universel d'autre part), voire de philosophie (animisme hypocrite contre matérialisme).

L'absence de véritable gouvernance centrale se traduit notamment dans le domaine agricole, économie par excellence du pays, qui traîne la jambe; et pour cause, une stratégie agricole implique une réforme foncière et par conséquent une pénétration directe par l'Etat du jardin privé des chefs tribaux. Or, à ce jour, l'Etat se contente d'être une plateforme de collaboration entre lesdits chefs tribaux.

J'en veux pour preuve la désastreuse situation économique du cacao camerounais, dont un exemple récent illustre le désarroi, à savoir : le refoulement de 2000 tonnes de cet or brun camerounais aux portes de l'Europe pour insuffisance qualitative². La réaction du gouvernement aura été de distribuer des bâches pour le séchage de la fève, modifiant ainsi sa politique antérieure de répression des paysans usant du bitume à cet effet, parce que lassés de n'obtenir aucun soutien dans ce domaine³.

² In *Ouest Littoral* du 24 janvier 2013 : Affaire des 2000 tonnes de cacao refoulées : fumée ou accident climatique ? Par Georges Semey.

³ In *Cameroun Tribune* du 24 janvier 2013 : Des bâches distribuées aux producteurs pour sécher le cacao ! Par Josiane Tchakounté.

Outre le ridicule des mesures prises après coup c'est le caractère réactionnel des politiques qui choque et les exemples sont légion.

La gestion par réaction en lieu et place de la pro-action et la prospective stratégique est le modèle de gouvernance au Cameroun ! D'ailleurs, le gouvernement reconnaîtra formellement son échec dans ce domaine comme l'atteste cette affirmation officielle : « A l'évidence, la multiplicité des cadres de référence de l'action économique fonctionnant sans une vision commune et cohérente constitue l'une des lacunes majeures de notre politique économique. Il s'ensuit d'importants dysfonctionnements, une absence d'arbitrage rationnel dans la sélection des programmes, un déséquilibre dans l'aménagement régional, un impact de l'investissement public fortement réduit et une faible appropriation d'outils d'évaluation, de coordination et de réorientation des appuis financiers extérieurs ⁴ ».

Ainsi, le laxisme dans le domaine agricole illustré par les performances médiocres du cacao, du café, de l'huile de palme, de la banane, du coton ou de l'hévéa camerounais, pour lesquels le Cameroun n'est toujours qu'un petit producteur insignifiant, est un scandale indéniable, et ce d'autant plus qu'il existe des opportunités dans ce domaine, du fait de l'élasticité aux revenus et aux prix du cacao (0,5) ou de l'hévéa (1,7)⁵, par exemple, ainsi que de la nature de la concurrence qui, à l'instar du champion mondial du cacao, la Côte d'Ivoire, n'est supérieure ni par la taille ni par la puissance économique au Cameroun.

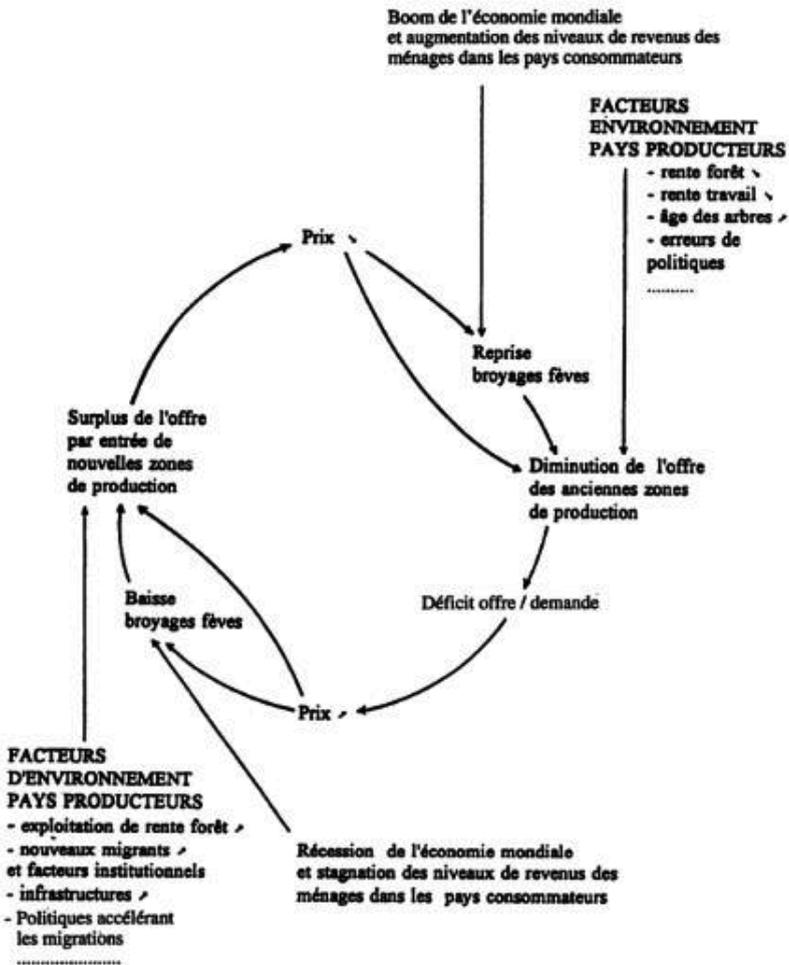
Dès lors, cette situation lamentable est le résultat d'une absence de vision à long terme dans la gestion, puisque, comme l'illustre la figure ci-dessous, le marché mondial est accessible aux plus compétitifs, étant donné que les gros producteurs finissent toujours par devenir trop capricieux ou trop gourmands dans l'optimisation du prix, brisant ainsi l'équilibre fondamental et contraignant la demande à rechercher

⁴ In *Cameroun Vision 2035* (Version 2009) p.viii : de la Division de la Prospective et de la Planification Stratégique du Ministère de l'Economie, de la planification et de l'aménagement du territoire.

⁵ In *La croissance économique et les perspectives de la demande de matières premières : le caoutchouc naturel et le cacao*; Free University Amsterdam à la Conférence sur l'avenir des cultures pérennes à Yamoussoukro, 5 au 9 novembre 2001.

ailleurs un prix d'équilibre à qualité comparable dans de nouveaux marchés qui à terme récupèrent la position dominante, comme ce fut le cas lors de la transition entre l'Amérique latine et l'Afrique entre le 19^e et le 20^e siècle.

Figure 1⁶ : Cycle du commerce international du cacao



Représentation schématique des cycles du prix, de l'offre et de la demande de cacao sur le marché international.

⁶ In *Boom et Crises du cacao les vertiges de l'or brun* par François Rufin (Ed Khartala).

Ainsi, il est établi que l'accèsion à la modernité des institutions, préalable à la croissance économique, impose une redéfinition des schémas directeurs de gouvernance notamment par la centralisation du pouvoir entre les mains de l'Etat et la prise en charge directe des populations par ce dernier, au détriment des hiérarchies traditionnelles de droit divin, des clans et des familles ainsi que par la définition et l'implémentation d'une stratégie économique ambitieuse et viable ; puisque même l'administration actuelle fait le constat des difficultés liées à l'insuffisance de l'Etat, dans les termes suivants : « de l'extériorité sociologique de l'Etat découlent les difficultés d'une expression politique extraite de son substrat ethnique car les choix dits démocratiques manquent d'une chose essentielle : l'individualité de l'électeur et le choix en fonction des programmes politiques.⁷ »

Ces réformes sont rendues nécessaires avec plus d'acuité compte tenu de la structure sociologique d'un pays où plus de 50% (proportion qui pourrait atteindre 75% dans une trentaine d'années ⁸) d'une population, qui a quintuplée depuis les Indépendances, s'est emparé des zones urbaines, grands centres de l'administration coloniale de jadis, précisément pour s'en approprier les modes de vie, et qui plus est, où plus de 85% de la population à l'horizon 2030 aura moins de 45 ans ; autrement dit une génération née après les Indépendances mais n'ayant jamais connu que la crise économique et la déliquescence morale.

Bref, pour bien gouverner, créons les structures et faisons moins de politique mais plus d'économie !

⁷ In *Cameroun Vision 2035* (Version 2009) p.53: de la Division de la Prospective et de la Planification Stratégique du Ministère de l'Economie, de la planification et de l'aménagement du territoire.

⁸ Ibidem p.iv.

Introduction

La présente situation au Cameroun, 50 ans après les Indépendances, requiert la contribution de chacun de ses citoyens ainsi que de ses partenaires économiques et sociaux. C'est dans ce cadre qu'intervient cet ouvrage qui ambitionne d'apporter un éclairage supplémentaire dans la compréhension des difficultés économiques et politiques qui mettent en péril jusqu'à la survie de l'Etat camerounais qui, dans ses contours physiques et sa constitution, procède de la colonisation, et n'a jamais présenté les caractéristiques d'une véritable nation ; qui plus est dans un contexte mondial où les nations sont des espèces en voie de disparition, comme en attestent les unions plus larges rendues nécessaires notamment en raison de la compétition économique féroce que se livrent les grandes puissances mondiales.

Pareil contexte géopolitique et socio-économique de libre circulation accélérée des biens et des personnes au sein d'espaces économiques de plus en plus grands et entre ceux-ci, facilitée par les nouvelles technologies de communication, véritables fenêtres sur le monde, les moyens de transports sophistiqués et bientôt hypersoniques, les télécommunications de nouvelle génération, place au cœur du débat la question de l'attractivité et de la compétitivité individuelle de chaque ordre juridique territorialement compétent intégré ou en voie d'intégration dans un plus large ensemble régional, voire mondial.

Ainsi, plus que jamais, la volonté de vivre ensemble sera déterminante pour la pérennisation de l'Etat, tant il est aisé aujourd'hui de « divorcer » et de refaire sa vie ; les Nations Unies étant dans un monde largement pacifié ou en tout cas sous contrôle de la seule superpuissance militaire (qui sera peut-être rejointe par la Chine sur cette estrade) reléguées au rang de chambre d'enregistrement des aspirations des peuples, telles qu'exprimées par leurs représentations légitimes. Mais le maintien de cette volonté a son prix, à savoir : l'intérêt bien compris de chacun dans l'utilité du « nous ».

Cette notion même d'intérêt varie naturellement en fonction de chacun des constituants de la communauté et en général il est admis que, lorsque la majorité ou la minorité la mieux organisée, outillée, armée, n'y trouve plus son intérêt de synthèse, elle provoque l'avènement d'un nouvel ordre politique.

Le Cameroun actuel se trouve dans cette situation critique, caractérisée par une paupérisation de sa population et par un niveau élevé d'inégalités et d'injustices sociales criantes, fruits de la déliquescence morale généralisée, où il est impératif de redéfinir d'urgence les conditions du vivre ensemble afin de préserver et d'assurer la promotion de l'union nationale.

Dans ce contexte, l'inéluctable alternance politique au sommet de l'Etat sera un test décisif imposé à la nation et il convient pour le réussir de s'y préparer convenablement afin d'éviter le triste sort des malheurs et de la souffrance que connaissent les zones de conflits, qui une fois introduites dans le cycle vicieux de la violence n'en sortent généralement plus.

Jusqu'ici le Cameroun a été préservé des calamités qui ont si durement éprouvé nos voisins les plus immédiats dont le Tchad et la République Centrafricaine, situation imputée à raison à la transition politique réussie de l'année 1982, mais toutefois précaire comme en témoignent les innombrables soulèvements populaires dans les années 1990 ou plus récemment en février 2008, réprimés dans le sang et ayant sans doute coûté la vie à environ 450.000 personnes.

Ces événements de triste mémoire, mais si vifs dans nos esprits, tout comme l'existence sur le territoire national d'un mouvement sécessionniste, constituent une mise en garde explicite contre tout échec transitionnel.

Le Cameroun n'a pas les moyens de rater ce rendez-vous avec l'histoire, la conséquence serait trop lourde et probablement définitive compte tenu de la capacité d'absorption des pays environnants aux populations plus homogènes.

Il y a alors fort à parier que d'îlot de stabilité au sein de l'Afrique centrale, le pays deviendrait une zone d'instabilité permanente et durable, dont le conflit de Bakassi serait un triste prélude.

De fait l'intégrité du territoire n'est pas acquise et ne l'a jamais été, comme nous l'indique l'histoire du pays, et par conséquent celle-ci ne peut être garantie que par la convergence des intérêts de ses populations ou mieux par la bonne intégration de chacune de ses composantes au sein de la nation face au danger bien réel de désintégration par rattachement aux pays environnants.

En conséquence, le salut du Cameroun passera par la recherche effrénée de la satisfaction des intérêts individuels et collectifs, qui est tributaire de la croissance économique équitablement répartie et de son corolaire, le progrès social.

Or, à ce jour, si au lendemain de la dévaluation de l'année 1994, le Cameroun a retrouvé une croissance arithmétique, après une décennie de récession, confortée ultérieurement par les performances des exportations de pétrole, le niveau de vie de ses habitants est toujours problématique avec un revenu moyen au plancher des revenus dits intermédiaires depuis les Indépendances.

Dans un contexte mondial d'accélération des progrès dans tous les domaines technologiques et scientifiques, d'enrichissement sans commune mesure historique des pays développés et émergents, depuis nos Indépendances, cette situation économique s'avère de plus en plus anxiogène, car les standards de vie mondiaux n'ont jamais été si paradoxalement accessibles, désirés et éloignés de nos populations ; rendant la satisfaction des besoins, sans cesse évolutifs, plus difficile.

C'est ainsi que ceux qui le peuvent s'en vont vers des cieux plus généreux y proposer leurs services mieux rémunérés, c'est la fuite des capitaux intellectuels qui fait suite à la fuite des capitaux financiers, des années de détournements de fonds publics tous azimuts à l'aube du régime du renouveau, qui, profitant de la confiance dont il jouissait et des espérances qu'il portait, en abusa pour privatiser l'Etat et le spolier.

En effet, la responsabilité de l'opportunité manquée de développer le pays incombe principalement au régime de 1982 car si les premières années des Indépendances étaient des années de consolidation de la nation, certes, par le développement économique mais surtout par l'affirmation de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire comme en attestent les massacres de nationalistes anti-néocoloniaux de l'UPC, l'instauration du parti unique en 1966 et la constitution de 1972, le passage constitutionnel du pouvoir entre le président Ahmadou Ahidjo et son premier ministre Paul Biya, consacrait le passage à la phase de développement économique accélérée menée par un technocrate au cursus impeccable.

Malheureusement le bilan est un échec cinglant ; l'avènement du régime du renouveau dans le faste marquera dans les faits le début d'une récession longue et douloureuse qui précipitera les événements de la fin de décennie contraignant le gouvernement à accorder la démocratie aux masses ; la croissance économique quant à elle sera artificielle d'abord puis accidentelle par la suite et de toutes les façons insuffisante ; et pour cause, depuis les événements d'avril 1984, le Président semble avoir substitué l'agenda de développement économique à celui de pérennisation de son pouvoir et de préférence ethnique dans une nation à laquelle il ne croit manifestement plus.

Le paradigme de l'enrichissement illicite et instantané se répand dans le pays, les élites régionales lésées soutiennent les mouvements insurrectionnels des années 1990, dont le succès contraint le président à leur accorder leurs parts du gâteau national plutôt que de souscrire définitivement à l'impératif de développement économique.

C'est ainsi qu'est né un nouvel ordre économique au Cameroun, celui de la rente pour les « barons » régionaux et de la misère pour le peuple « trop nombreux » muselé par ses semblables, comme à l'époque précoloniale. Ordre dont le régime se fera le champion et le garant dès la réélection du président Paul Biya en 1997, subséquente à la nouvelle constitution de janvier 1996, sans la moindre résistance significative contrairement à la précédente échéance.

La logique semble être qu'il y en aura toujours pour les barons, véritables propriétaires terriens d'un sol et surtout d'un sous-sol riches

de ressources minières diverses, ainsi que d'une côte à la fois riche en ressources et stratégiquement vitale aux pays de l'hinterland virtuellement vassalisés ; alors à quoi bon développer, d'autant que l'effort requis nécessiterait une réduction du train de vie de l'Etat, entendez essentiellement des puissants.

En effet, l'intérêt géostratégique évident du Cameroun en Afrique centrale suffit à assurer la rente pour une poignée de personnes de l'élite de façon durable. Mais l'éducation des masses promue par l'aide étrangère, comme les missionnaires qui éduquaient bénévolement les indigènes pendant la colonisation, remet en cause ce modèle économique.

De fait, la démocratisation de la connaissance, sous la pression et grâce à l'aide des pays développés, couplée à la conscience d'une paupérisation durable dans un contexte de fracture et d'injustice sociales, constitue une poudrière qui ne demande qu'à exploser, comme en attestent les émeutes de la faim de février 2008.

La seule issue c'est le développement économique effectif et l'élaboration d'une stratégie aux fins de démultiplier la croissance et de mieux répartir les richesses.

Conscient de cette réalité, et ayant les coudées franches depuis l'allègement de la dette extérieure consécutive à l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative Pays Pauvres Très Endettés (IPPTE) en 2006, le gouvernement encadré par les bailleurs de fonds a mis en œuvre plusieurs initiatives dans l'objectif d'identifier et de quantifier les inefficiences, d'en analyser les causes et de proposer des solutions dans le cadre d'une redéfinition des processus décisionnels et pour un meilleur emploi des ressources notamment dans le cadre des investissements pour un avenir meilleur.

Ainsi se sont multipliés les mémorandums pseudo-stratégiques essentiellement dérivés des OMD et portant des intitulés suggestifs tels que *Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté* (DSRP) ou encore *Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi* (DSCE) devant assurer au pays le statut d'« émergent » à l'horizon 2035.

Mais, cependant, les Camerounais ne sont pas dupes et savent qu'une nouvelle politique nécessite un nouveau management au plus haut niveau de l'Etat ; autrement dit : les mêmes ne peuvent produire du différent ou les anciens du neuf !

Les nécessaires efforts requis de la population pour réaliser l'émergence du Cameroun supposent une adhésion forte des masses, qui ne peut être réalisée que par l'infusion d'un nouveau souffle à la nation. De la sorte la bonne stratégie économique pourra être élaborée et implémentée certes dans la douleur mais également dans la sérénité.

Contrairement donc à la démagogie ambiante indifféremment des partis politiques considérés (pouvoir ou opposition), il n'est pas question de dissimuler les réalités économiques aux Camerounais en se répandant en promesses électorales sans lendemain donnant ainsi l'illusion que le bout du tunnel est proche et que la prospérité pour tous sera réalisée par le seul changement de régime. Mais au contraire de démontrer que si une meilleure gouvernance, nécessairement nouvelle, est indispensable elle ne produira les effets escomptés qu'après une inéluctable traversée du désert qui mènera une écrasante majorité de la population et non pas seulement une poignée de personnes de l'élite vers de plus verts pâturages.

Il s'agit donc clairement d'un projet d'économie politique dont la clef de voûte bidimensionnelle est d'une part l'affectation optimale des ressources disponibles à de multiples projets de développement, dans le cadre d'une véritable stratégie de croissance soutenue par la confiance restaurée des masses, et d'autre part la répartition équitable de l'effort sous-jacent entre les générations dans une tentative d'accession sur la scène internationale au statut de pays émergent en l'espace d'un septennat reléguant la pauvreté au statut de phénomène résiduel.